

# COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

CAC/41 INF/4

## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

#### Quarante et unième session

Siège de la FAO, Rome (Italie), 2-6 juillet 2018

#### NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

## 1 APERÇU GÉNÉRAL

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, les directives et les recommandations internationales en matière sanitaire et phytosanitaire (SPS) et à renforcer leurs capacités à obtenir et à maintenir un accès aux marchés. Plus spécifiquement, le STDF sensibilise à l'importance du renforcement des capacités SPS et renforce la collaboration entre les fournisseurs d'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des normes et des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF a été créé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'OMC, qui héberge et gère le secrétariat et le Fonds d'affectation spéciale du STDF. De nombreuses autres organisations internationales et régionales menant des activités de renforcement des capacités dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au Fonds d'affectation spéciale du STDF et des experts de pays en développement, ainsi que les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) participent activement aux travaux du STDF.

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités et des projets réalisés par le STDF depuis la 40<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius, en juillet 2017. L'annexe I donne un aperçu des projets en cours du STDF dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, dont bon nombre bénéficient de la participation et des conseils techniques de la CCA. Les délégués qui souhaitent obtenir des renseignements complémentaires sont invités à accéder au site Web du STDF pour s'abonner à son bulletin électronique ([www.standardsfacility.org/fr](http://www.standardsfacility.org/fr)).

## 2 OUVRAGE SUR LES RÉSULTATS DU STDF

2.1. Lors de la réunion du Comité directeur du STDF du 23 février 2018, le secrétariat a lancé un nouvel ouvrage, *Driving Safe Trade Solutions Worldwide* (Promouvoir des solutions pour un commerce sûr dans le monde entier), qui présente 25 récits décrivant l'incidence d'un large éventail de projets du STDF dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux. Le STDF diffuse régulièrement des récits mettant en lumière l'impact de nombreux projets qui aident des petits exploitants agricoles, des transformateurs, des négociants et des gouvernements à accéder aux marchés mondiaux et à renforcer leurs capacités dans le domaine SPS. L'ouvrage est accessible sur le site Web du STDF.<sup>2</sup>

2.2. Jouant son rôle de plate-forme de partage des savoir-faire, outils et bonnes pratiques pouvant contribuer au renforcement des capacités dans le domaine SPS, le STDF publie régulièrement des notes d'information sur des questions présentant un intérêt. En 2017, des notes d'information ont été

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Results\\_Booklet\\_EN.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Results_Booklet_EN.pdf)

publiées sur les sujets suivants: i) établissement de partenariats avec le secteur privé: obtenir des résultats dans le domaine SPS<sup>3</sup>; ii) favoriser le commerce sûr: s'affranchir du papier grâce à la certification électronique SPS<sup>4</sup>; et iii) améliorer les connaissances en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux: les outils d'évaluation des capacités SPS à l'œuvre.<sup>5</sup>

2.3. Le STDF diffuse des films sur sa chaîne YouTube. Une de ses dernières vidéos, qui porte sur le renforcement des capacités des éleveurs de crevettes du Bangladesh en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires<sup>6</sup>, montre comment un projet du STDF a ouvert l'accès au marché mondial grâce à une conformité accrue et à l'adoption de meilleures pratiques d'aquaculture des crevettes. D'autres films sur les projets et activités du STDF ainsi que d'autres vidéos sur les questions SPS réalisées par des parties prenantes concernées sont accessibles sur sa chaîne.<sup>7</sup>

### 3 BONNES PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES

3.1. Le STDF a mené une enquête pour analyser la manière dont les bonnes pratiques réglementaires (BPR) peuvent être utilisées pour améliorer la qualité et l'efficacité des mesures SPS dans les pays en développement, en vue de garantir la protection de la santé et de favoriser un commerce sûr. Lors de l'élaboration de cette enquête, le secrétariat a reçu des contributions très utiles de la part de ses partenaires. L'objectif était de recueillir des renseignements pour déterminer si et comment les autorités SPS des pays en développement appliquaient des BPR en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures SPS ou de s'y conformer.

3.2. Cent dix-huit fonctionnaires des ministères/organismes/départements chargés de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux et de la préservation des végétaux dans 64 pays ou territoires ont participé à l'enquête. De manière générale, les résultats indiquent que des BPR (par exemple des consultations auprès d'autres secteurs du gouvernement, du secteur privé et d'autres parties prenantes; l'utilisation de normes internationales, etc.) sont utilisées pour soutenir l'élaboration de mesures SPS, même si l'on met un peu plus l'accent sur l'évaluation des risques pour la santé que sur les effets attendus sur le commerce. Il ressort également des réponses qu'une plus grande attention est portée à l'élaboration de nouvelles mesures qu'à l'examen ou à l'évaluation des mesures existantes.

3.3. À la réunion du Groupe de travail du STDF de mars 2018, les membres sont convenus d'approfondir les travaux dans ce domaine. Le secrétariat établira une "liste de contrôle pratique" en rapport avec l'utilisation des BPR afin d'élaborer de meilleures mesures SPS et de mieux les appliquer. La diffusion d'une note d'information sur ces résultats sera suivie d'un atelier ou d'un séminaire du STDF.

### 4 PASSAGE D'UN SYSTÈME SPS PAPIER À UN SYSTÈME SPS AUTOMATISÉ

4.1. Le secrétariat du STDF a organisé une séance d'information de haut niveau qui a eu lieu le 12 juillet 2017, dans le cadre du sixième Examen global de l'Aide pour le commerce. La séance portait sur la situation actuelle de la certification électronique dans le domaine SPS, et sur sa contribution à la facilitation des échanges. Les intervenants ont abordé les possibilités et les obstacles qui se présenteront relativement à l'utilisation des nouvelles technologies dans le contexte du respect des normes SPS et du commerce. Plus de 250 personnes y ont participé. Les principaux résultats de la séance figurent ci-après:

- a. les systèmes électroniques SPS peuvent améliorer la traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, réduire le gaspillage alimentaire, les délais et les coûts du commerce et le nombre de certificats frauduleux, et instaurer la confiance entre les partenaires commerciaux;

---

<sup>3</sup> Voir: "<http://www.standardsfacility.org/fr/cr%C3%A9er-des-partenariats-avec-le-secteur-priv%C3%99centA9>"

<sup>4</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/e\\_Cert\\_Briefing\\_note\\_EN.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/e_Cert_Briefing_note_EN.pdf)

<sup>5</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF\\_Briefing\\_14.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDF_Briefing_14.pdf)

<sup>6</sup> Voir: <https://www.youtube.com/watch?v=96BT8a4DXzw>

<sup>7</sup> Voir: <https://www.youtube.com/c/STDFvideos>

- b. la certification électronique peut réduire les délais de certification de 15 jours à 4 heures; le Codex, la CIPV et l'OIE sont en train d'élaborer des lignes directrices, des plates-formes et des outils de renforcement des capacités pour faciliter la certification électronique, en complétant les réformes de modernisation encouragées par l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges;
- c. certaines conditions doivent être réunies pour que la numérisation intégrale soit possible dans l'ensemble des organismes; les secteurs public et privé doivent tirer parti des solutions existantes pour améliorer le transfert de données et l'échange de renseignements; des modèles de financement doivent être mis à la disposition des pays en développement pour favoriser une transition efficace vers les systèmes SPS automatisés.

4.2. Le STDF soutient par ailleurs le projet de système de certification phytosanitaire électronique (ePhyto) mis en œuvre par la FAO/la CIPV, qui vise à renforcer les capacités des pays en développement pour faciliter un commerce sûr et efficace des végétaux et des produits végétaux grâce à l'établissement d'un cadre mondial autonome pour la certification phytosanitaire électronique.<sup>8</sup>

## **5 ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS**

5.1. Le STDF a élaboré le cadre "Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA)" pour échanger des connaissances et mieux éclairer les décisions d'investissement en vue de renforcer les capacités dans le domaine SPS. Le cadre est décrit dans le guide de l'utilisateur P-IMA<sup>9</sup>, publié en 2016.

5.2. Jusqu'à présent, ce cadre a été utilisé pour établir la priorité des options d'investissement dans le domaine SPS dans plusieurs pays en développement qui diffèrent considérablement par l'ampleur et la diversité de leurs exportations de produits alimentaires et agricoles et par leurs besoins en matière de renforcement des capacités SPS. Il ressort de leur expérience que le cadre présente de nombreux avantages, permettant, par exemple, de faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, de sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, d'éclairer et d'améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, de soutenir l'élaboration de projets et de mobiliser des ressources financières supplémentaires.

5.3. En 2017, le Groupe de travail du STDF a approuvé une demande présentée par Madagascar en vue d'appliquer le cadre P-IMA et de classer par priorité les besoins d'investissements dans le domaine SPS pour les principales chaînes de valeur ayant un potentiel d'exportation. Le Groupe de travail a également approuvé une demande présentée par le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) pour l'utilisation du cadre P-IMA afin d'aider certains pays membres du COMESA à établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS et à intégrer ceux-ci dans les plans d'investissements sectoriels destinés à l'agriculture, au commerce, à la lutte contre le changement climatique et à l'environnement. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en ferait partie.

5.4. Le cadre P-IMA est actuellement utilisé par le Service national d'inspection et de quarantaine phytosanitaires du Ministère de l'agriculture du Tadjikistan afin d'établir la priorité des options d'investissement dans le domaine phytosanitaire pour l'accès aux marchés, dans le cadre d'un projet bénéficiant d'un don pour l'élaboration de projets du STDF et mis en œuvre par la FAO en 2018 (STDF/PPG/561).

5.5. Le guide de l'utilisateur du cadre P-IMA et une courte note d'information peuvent être téléchargés sur le site Web du STDF. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la manière d'utiliser le cadre P-IMA et d'en tirer parti sont invités à contacter le secrétariat du STDF.

---

<sup>8</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/PG-504> et annexe

<sup>9</sup> Voir: [http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/P-IMA\\_Guide\\_EN.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/P-IMA_Guide_EN.pdf)

## 6 BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE

6.1. La bibliothèque virtuelle du STDF<sup>10</sup> est un référentiel d'information consultable en ligne, assurant un accès rapide et facile à un éventail de ressources documentaires en ligne centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS. Les parties contractantes de la CIPV sont encouragées à transmettre au secrétariat ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)), pour inclusion dans la bibliothèque, les documents pertinents, y compris: documents de projets et rapports finals, supports de formation, évaluations/examens de projets, évaluations des besoins en capacités SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS. La bibliothèque vient compléter d'autres systèmes d'information et bases de données mis au point et actualisés par des partenaires du STDF, des donateurs et d'autres organisations.

## 7 ÉLABORATION DE PROJETS

7.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires pour l'élaboration de projets dans le domaine SPS et octroie des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Des DEP, limités normalement à 50 000 dollars EU, sont offerts pour aider les requérants à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer les effets potentiels et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par d'autres donateurs ou par le STDF. Depuis sa création, le STDF a approuvé et octroyé **90 DEP** au total. Les DEP ci-après, qui portent sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le commerce, ont été approuvés depuis la 40<sup>ème</sup> session de la CCA:

- STDF/PPG/611: Soutien au contrôle des risques SPS dans les chaînes de valeur de la noix de cajou et du karité au Mali.
- STDF/PPG/619: Amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans la chaîne de valeur des grains de poivre au Cambodge, en RDP lao et au Viet Nam.
- STDF/PPG/657: Renforcement du système national de contrôle alimentaire à Kiribati.

7.2. Les projets bénéficiant d'un DEP indiqués ci-après, qui étaient axés sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, ont été achevés en 2017:

- STDF/PPG/517: Assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et "relever" le commerce en Inde. (Résultat: proposition de projet visant à répondre aux besoins en matière de renforcement des capacités dans la chaîne de distribution de six épices majeures afin de favoriser la croissance des exportations).
- STDF/PPG/539: Système de classification en matière de biosécurité et d'enregistrement des laboratoires au Guatemala (Résultat: proposition de projet dans le but de mettre en place un système pour l'importation des échantillons de laboratoire sur la base de catégories de risques).
- STDF/PPG/553: Amélioration des pratiques agricoles des producteurs de cacao et de café en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Résultat: deux propositions de projet visant à renforcer les capacités dans le domaine SPS afin de promouvoir les exportations de cacao et de café).
- STDF/PPG/569: Soutien à la mise en conformité avec les normes SPS afin de stimuler le commerce régional en République kirghize (Résultat: proposition de projet visant à soutenir le renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour favoriser les exportations de fruits et de légumes frais et transformés vers les marchés régionaux).

---

<sup>10</sup> Voir: <http://www.standardsfacility.org/library>

- STDF/PPG/392: Évaluation des besoins de renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires en Sierra Leone (Résultat: évaluation du système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires afin de planifier le renforcement de la capacité institutionnelle pour la mise en conformité avec les prescriptions SPS).

7.3. Une étude en cours financée par un DEP ("Measuring spillovers of trade-related food safety projects") vise à identifier et à analyser les retombées sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires à l'échelle nationale des programmes axés sur les exportations (STDF/PPG/535). Les constatations seront présentées et examinées à la réunion du Groupe de travail du STDF en octobre 2018. Cette étude présente des synergies avec une étude sur le renforcement de l'argumentaire en faveur des investissements dans la sécurité sanitaire des produits alimentaires, que réalisera prochainement la Banque mondiale.

## 8 FINANCEMENT DES PROJETS

8.1. Le STDF peut également financer la réalisation de projets par l'octroi de dons. Sont considérés favorablement les projets visant: i) à identifier, à élaborer et à diffuser des bonnes pratiques dans le cadre de la coopération technique dans le domaine SPS, et notamment à élaborer et à mettre en œuvre des approches novatrices et reproductibles; ii) à mettre en œuvre des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) à mettre en œuvre des approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale, la préservation des végétaux et le commerce.

8.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs déjà existants.

8.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de **87 projets** au total. En octobre 2017, le Groupe de travail du STDF a approuvé un projet qui aidera la Papouasie-Nouvelle-Guinée à développer le commerce du cacao (STDF/PG/553). De plus, le projet ci-après, qui était axé sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, a été achevé en 2017:

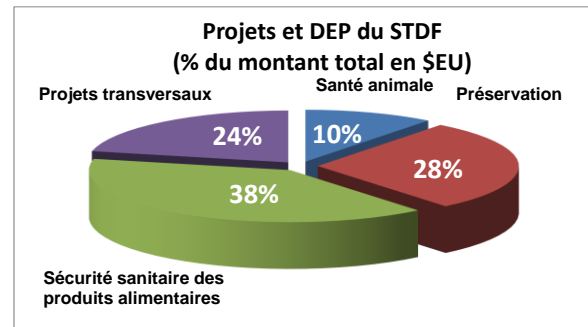
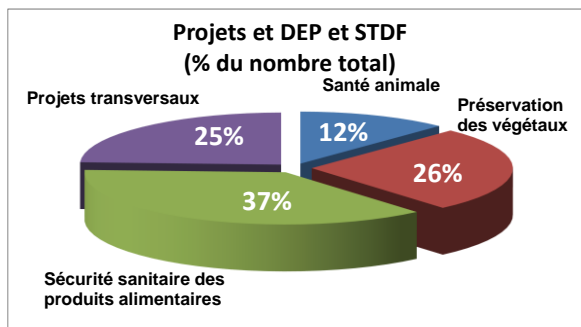
- STDF/PG/359: Renforcement de la capacité de respecter les prescriptions à l'exportation concernant les pesticides en Afrique.

Ce projet a accru la capacité de certains pays africains (Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie et Zambie) de respecter les prescriptions à l'exportation concernant les pesticides fondées sur les normes internationales (Codex) par de nombreuses activités de renforcement des capacités, tant sur le terrain que dans les laboratoires.

8.4. Les figures 1 et 2 ci-après montrent que, depuis la création du STDF, 37% de ses projets et DEP ont porté sur des questions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui correspond à 38% des ressources totales consacrées par le STDF au financement des projets et aux DEP. De plus, ces questions faisaient partie intégrante des projets transversaux, qui représentent 25% des projets et des DEP du STDF et 24% des ressources totales consacrées par le STDF au financement des projets et aux DEP.

Figure 1

Figure 2



8.5. Les autorités nationales responsables de la sécurité sanitaire des produits alimentaires sont encouragées à présenter des demandes de DEP et de financement de projets. Les propositions peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **10 août 2018**.

**DEMANDE DE FINANCEMENT SOUS LA FORME DE DEP OU DE DRP  
AU STDF – MARCHÉ À SUIVRE RECOMMANDÉE:**

**1. Naviguez dans les pages Web ci-après pour obtenir des renseignements (objectifs, critères d'admissibilité, etc.):**

- DEP: <http://www.standardsfacility.org/fr/dons-pour-lelaboration-de-projets>
- DRP: <http://www.standardsfacility.org/fr/dons-pour-la-realisation-de-projets>

**2. Consultez les exemples de projets antérieurs:**

- DEP: <http://www.standardsfacility.org/fr/dons-pour-lelaboration-de-projets>
- DRP: <http://www.standardsfacility.org/fr/dons-pour-la-realisation-de-projets>

**3. Lisez attentivement la note d'orientation pour la présentation de demandes:**

[http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote\\_French\\_FINAL\\_2015.pdf](http://www.standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_French_FINAL_2015.pdf)

**4. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.**

**5. Envoyez une brève note descriptive sur le projet envisagé pour obtenir des renseignements sur son admissibilité et ses chances de financement (STDFSecretariat@wto.org).**

**6. Remplissez un formulaire de demande et envoyez-le par voie électronique avant la date limite:**

- DEP: [http://standardsfacility.org/sites/default/files/PPGApplicationForm\\_French\\_2015.doc](http://standardsfacility.org/sites/default/files/PPGApplicationForm_French_2015.doc)
- DRP: [http://standardsfacility.org/sites/default/files/PGApplicationForm\\_French\\_2015.doc](http://standardsfacility.org/sites/default/files/PGApplicationForm_French_2015.doc)

8.6. L'annexe I donne un aperçu des projets en cours concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et le commerce qui ont été financés par un DEP ou un DRP du STDF. Des renseignements complémentaires sur ces projets, le STDF et ses autres activités, les formulaires de demande et les critères d'admissibilité peuvent être obtenus sur le site Web du STDF.



**Annexe I: Aperçu des projets en cours concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui ont été financés par un DRP ou un DEP du STDF**

Titre du projet	État	Contribution du STDF (\$EU)
<b>Projets bénéficiant d'un don pour la réalisation de projets (DRP)</b>		
STDF/PG/242: Renforcement des capacités dans le domaine SPS aux Comores	Projet en cours depuis septembre 2012 et mis en œuvre par le PNUD.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/fr/PG-242">http://standardsfacility.org/fr/PG-242</a>	1 106 030
STDF/PG/303: Étude de l'alimentation totale (TDS) pour l'Afrique subsaharienne	Projet en cours depuis avril 2014 et mis en œuvre par la FAO.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/fr/PG-303">http://standardsfacility.org/fr/PG-303</a>	1 191 353
STDF/PG/447: Amélioration de la sécurité sanitaire du miel et des abricots pour stimuler les exportations au Tadjikistan	Projet en cours depuis mars 2018 et mis en œuvre par l'ITC en partenariat avec la FAO.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PG-447">http://standardsfacility.org/PG-447</a>	786 121
STDF/PG/486: Amélioration de la conformité avec les mesures SPS afin d'accroître les exportations de graines oléagineuses au Myanmar	Projet en cours depuis août 2015 et mis en œuvre par l'ITC.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/fr/PG-486">http://standardsfacility.org/fr/PG-486</a>	825 071
STDF/PG/489: Amélioration de l'accès aux marchés des entreprises de pêche artisanale en Afrique de l'Ouest	Projet en cours depuis septembre 2015 et mis en œuvre par l'ONUDI.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PG-489">http://standardsfacility.org/PG-489</a>	1 020 000
STDF/PG/515: Traçabilité dans la filière du miel au Guatemala	Projet en cours depuis décembre 2015 et mis en œuvre par la Direction de la sécurité sanitaire des produits alimentaires du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA) du Guatemala.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://www.standardsfacility.org/fr/PG-515">http://www.standardsfacility.org/fr/PG-515</a>	48 124
STDF/PG/521: Renforcement de la capacité des laboratoires pour soutenir les exportations de poissons aux Îles Salomon	Projet en cours depuis juin 2017 et mis en œuvre par la FAO.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/fr/PG-521">http://standardsfacility.org/fr/PG-521</a>	355 408
STDF/PG/553: Développement du commerce du cacao en Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet approuvé en octobre 2017; en attente. Élaboré grâce à un DEP.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PG-553">http://standardsfacility.org/PG-553</a>	623 275
<b>Projets bénéficiant d'un don pour l'élaboration de projets (DEP)</b>		

Titre du projet	État	Contribution du STDF (\$EU)
STDF/PPG/435: Renforcement des capacités SPS dans la filière du sésame afin de satisfaire aux exigences des marchés	Projet en cours depuis juin 2015 et mis en œuvre par l'ONUDI.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PPG-435">http://standardsfacility.org/PPG-435</a>	56 000
STDF/PPG/535: Évaluations des retombées des projets relatifs à la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui ont une dimension commerciale	Projet en cours depuis mars 2017 et mis en œuvre par l'Université de l'État du Michigan.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PPG-535">http://standardsfacility.org/PPG-535</a>	75 000
STDF/PPG/566: Réduire les aflatoxines et assurer l'innocuité du maïs produit au Burkina Faso	Projet en cours depuis octobre 2017 et mis en œuvre par l'Association guatémaltèque des exportateurs.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PPG-566">http://standardsfacility.org/PPG-566</a>	47 500
STDF/PPG/577: Élaboration de pratiques de production sécuritaires pour les fèves de cacao en Amérique latine	Projet en cours depuis mars 2017 et mis en œuvre par l'Organisation internationale du cacao (OIC).  Pays visés: Équateur, Colombie, Pérou et Trinité-et-Tobago  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PPG-577">http://standardsfacility.org/PPG-577</a>	68 458
STDF/PPG/593: Amélioration de la préservation et de la qualité du poivre de Penja au Cameroun	Projet en cours depuis janvier 2018.  Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante: <a href="http://standardsfacility.org/PPG-593">http://standardsfacility.org/PPG-593</a>	43 000
STDF/PPG/611: Soutien au contrôle des risques SPS dans les chaînes de valeur de la noix de cajou et du karité au Mali	En attente d'octroi  Page Web du projet à venir	50 000
STDF/PPG/619: Amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans la chaîne de valeur des grains de poivre au Cambodge, en RDP lao et au Viet Nam	En attente d'octroi  Page Web du projet à venir	36 300
STDF/PPG/657: Renforcement du système national de contrôle alimentaire à Kiribati	En attente d'octroi  Page Web du projet à venir	50 000